

Cote du document: EB 2012/LOT/P.15/Rev.1
Date: 16 décembre 2012
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la République kirghize pour le

Programme de développement de l'élevage et des marchés

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Frits Jepsen

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2675
courriel: f.jepsen@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du programme	iii
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du programme	3
A. Zone d'intervention et groupe cible	3
B. Objectif de développement du programme	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du programme	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	6
IV. Coût, financement et avantages du programme	6
A. Coût du programme	6
B. Financement du programme	6
C. Résumé des avantages et analyse économique	7
D. Durabilité	8
E. Identification et atténuation des risques	8
V. Considérations d'ordre institutionnel	8
A. Respect des politiques du FIDA	8
B. Alignement et harmonisation	9
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	9
D. Participation à l'élaboration des politiques	9
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	9
VII. Recommandation	10
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	11
Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

ARIS
S&E

Agence de développement communautaire et d'investissement
Suivi-évaluation

Carte de la zone du programme

Kyrgyz Republic

Livestock and Market Development Programme

Design report



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République kirghize

Programme de développement de l'élevage et des marchés

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	République kirghize
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture
Coût total du programme:	25,8 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	6,5 millions de DTS (équivalent approximativement à 10,0 millions d'USD)
Montant du don du FIDA:	6,5 millions de DTS (équivalent approximativement à 10,0 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Contribution de l'emprunteur/ du bénéficiaire:	0,5 million d'USD
Contribution des bénéficiaires:	5,2 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République kirghize pour le Programme de développement de l'élevage et des marchés, telle qu'elle figure au paragraphe 34.

Proposition de prêt et don à la République kirghize pour le Programme de développement de l'élevage et des marchés

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. La République kirghize est un pays montagneux enclavé, d'une superficie de 198 500 km², qui est bordé par le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et la Chine. Près de la moitié de la surface totale du pays – soit quelque 9 millions d'hectares – est couverte par des pâturages qui jouent un rôle clé dans l'économie, la société et la culture du pays. La République kirghize compte 5,5 millions d'habitants, dont 65% résident en milieu rural. Les ruraux vivent principalement de l'agriculture, mais l'envoi de fonds par des proches travaillant à l'étranger et les aides sociales complètent les revenus de manière non négligeable. Avec un PIB moyen par habitant de 864 USD, la République kirghize est classée dans la catégorie des pays à faible revenu. L'instabilité politique qui a marqué 2005 et 2010 a freiné la croissance économique. En effet, la croissance moyenne du PIB a été de 5% entre 2003 et 2010, mais elle s'est contractée de 2% en 2005 et de 1,4% en 2010.
2. Bien que 65% des habitants soient des ruraux et que 31% de la population active totale travaillent dans le secteur de l'agriculture, celui-ci contribue au PIB total à hauteur de 19% seulement – contre 34% en 2002. Effectivement, entre 2003 et 2010, la croissance moyenne du PIB total a été de 5% par an, alors que le PIB agricole n'a progressé que de 2%. Cet écart s'explique à la fois par la forte croissance du secteur des services et par la faible productivité du secteur agricole. Mais, en dépit de sa contribution déclinante au PIB, l'agriculture reste le pilier de l'économie à plusieurs titres: elle représente une importante source d'emploi; elle est essentielle tant pour la sécurité alimentaire des ménages que pour la stabilité des prix à la consommation; et elle fournit une grande partie des exportations. Le déclin persistant de la contribution de l'agriculture au PIB indique que l'efficacité dans le secteur est médiocre et, partant, que les revenus agricoles sont faibles. Étant donné que l'élevage compte pour près de la moitié du PIB agricole, il est évident que le sous-secteur de l'élevage n'est pas épargné par ce défaut d'efficacité. Malgré la forte progression du développement de ce sous-secteur observée ces dernières années, la productivité de l'élevage reste freinée par une mauvaise performance. Les investissements insuffisants dans la productivité de l'élevage exacerbent ces mauvais résultats. En effet, les investissements agricoles privilégient largement le secteur arable irrigué.
3. Quand on sait que 7% seulement de la surface totale des terres sont cultivables, alors que 9,2 millions d'hectares environ sont voués aux pâturages, on comprend que ceux-ci représentent une précieuse composante des ressources naturelles productives de la République kirghize. Étant donné que, en dehors de quelques grandes vallées cultivables, l'élevage est le moyen d'existence dominant, la population rurale est fortement tributaire de la productivité et de la conservation de ces pacages – qui sont à la fois une source de revenus et une assurance de

protection sociale pour les ménages pauvres. Les possibilités futures de croissance agricole et d'augmentation des revenus ruraux reposent en grande partie sur l'utilisation efficace des ressources en pâturages. Mais leur état s'est récemment détérioré: les pâturages situés près des villages et les pâturages réservés à l'hiver ont été surexploités et se sont fortement dégradés, alors que les pâturages d'été, plus éloignés, ont été sous-utilisés en raison de leur accès difficile – souvent imputable au délabrement croissant des infrastructures. La loi sur les pâturages, qui a été promulguée en décembre 2009, a été capitale pour le développement du secteur de l'élevage.

4. L'indicateur du développement humain (2011) en République kirghize est égal à 0,615, ce qui classe le pays au 126^e rang sur les 187 pays visés par l'étude. La République kirghize fait partie des pays à faible revenu et à déficit vivrier, car elle doit recourir aux importations de blé pour couvrir un quart environ de ses besoins de consommation. La pauvreté urbaine a reculé, tandis que la pauvreté rurale reste un problème. Le pays a enregistré des progrès sensibles en ce qui concerne la réduction de l'incidence de l'extrême pauvreté, mais 6% des populations de haute altitude vivaient encore dans la misère en 2009. La pauvreté est plus courante et plus grave dans les régions rurales et montagneuses. En 2010, les régions (oblasts) montagneuses de Naryn, Jalalabad, Talas et Issyk-Kul affichaient les plus fortes concentrations de pauvreté, soit 56%, 50%, 44% et 43%, respectivement – alors que la moyenne nationale est de 34%. De même, l'incidence de l'extrême pauvreté dans ces quatre régions était égale à 10%, 0,5%, 7% et 3% respectivement – pour une moyenne nationale de 3%. Les inégalités se creusent, en particulier au sein de la population rurale, et l'insécurité alimentaire est un problème croissant. En 2011, 46% de la population souffraient d'insécurité alimentaire (32% modérément et 14% gravement).
5. Pour surmonter la pauvreté, les ménages ont mis au point des stratégies – qui consistaient traditionnellement à posséder des animaux d'élevage mais qui, plus récemment, consistent à envoyer des membres de la famille travailler dans les pays voisins, tels que le Kazakhstan ou la Fédération de Russie. Les envois de fonds jouent un rôle de plus en plus important dans la vie rurale: ils ont augmenté de 27%, pour s'élever à 1,25 milliard d'USD en 2010. L'essor de la migration s'est traduit par l'augmentation de la prévalence des ménages dirigés par une femme qui, selon le Programme alimentaire mondial, représentaient 32% des ménages en 2011. Dans les zones rurales, ces ménages sont souvent pénalisés par le manque de bras.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

6. L'élevage compte pour près de la moitié de la contribution de l'agriculture au PIB et constitue l'une des composantes les plus solides de l'économie rurale, or sa productivité est bien inférieure à son niveau potentiel. Cependant, plusieurs interventions ont montré que l'on pouvait obtenir des améliorations notables si l'on associait judicieusement les activités et les mesures d'incitation, que les moyens d'existence des petits éleveurs pouvaient être renforcés et que l'économie pouvait en retirer des avantages non négligeables. Le renforcement du secteur de l'élevage se présente à la fois comme une chance à saisir et comme un besoin pressant. Cette approche s'inscrit parfaitement dans la stratégie de développement de pays de la République kirghize, qui mise sur la promotion d'une croissance agricole soutenue et des mesures susceptibles d'améliorer la productivité et les revenus agricoles.

II. Description du programme

A. Zone d'intervention et groupe cible

7. La zone du programme couvre deux régions, Issyk-Kul et Naryn, qui sont toutes les deux de grandes zones d'élevage et qui font toutes les deux partie des régions les plus pauvres du pays. La population des deux régions s'élève à 692 130 habitants, soit 154 075 ménages, dont 71% vivent en milieu rural et, pour la plupart, pratiquent l'élevage. Les ménages d'éleveurs sont répartis entre 125 zones de comités des pâturages, qui correspondent fondamentalement à la plus petite unité administrative, l'*aiyl okmotu*. Le comité des pâturages est l'organe exécutif de l'union d'usagers des pâturages, qui représente les intérêts de tous les ménages utilisant les pacages. En moyenne, une union d'usagers des pâturages regroupe 900 ménages, soit quelque 4 600 personnes.
8. Le groupe cible du programme se compose: des ménages vulnérables qui pratiquent essentiellement l'élevage familial; des ménages dirigés par une femme, qui deviennent de plus en plus nombreux en raison de l'essor de la migration des hommes partis chercher du travail; et des autres ménages d'éleveurs qui sont membres des unions d'usagers des pâturages dans la zone du programme. De plus, les vétérinaires communautaires représentent un groupe cible important pour le programme, car ils seront au cœur de beaucoup des initiatives liées à la santé et à la productivité animales.

B. Objectif de développement du programme

9. La finalité du programme est de contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'accélération de la croissance économique dans les communautés d'éleveurs. Son objectif est de stimuler la productivité de l'élevage dans les régions d'Issyk-Kul et de Naryn, et de générer ainsi des revenus plus importants et équitables pour les éleveurs.

C. Composantes/résultats

10. **Composante 1: gestion communautaire des pâturages.** La composante fait fond sur l'expérience et les enseignements tirés d'autres projets similaires et adopte une approche de planification participative centrée sur la gestion des pâturages et le développement de l'élevage. La composante aidera les 125 unions d'usagers des pâturages de la zone du programme à établir des plans de gestion communautaire des pâturages et constituera à cet effet des groupes de discussion, afin que les différents groupes cibles participent pleinement à la planification, au classement des priorités et aux prises de décision. La composante aura pour résultats une amélioration de la productivité et de l'accessibilité des pâturages et une augmentation de la quantité de fourrage supplémentaire produit pour le cheptel de la communauté.
11. **Composante 2: services de santé et de production animales.** En assurant un appui aux services vétérinaires privés, la composante répond aux problèmes posés par la mauvaise qualité des services de santé animale communautaires et le manque de qualification et de ressources dont souffrent les vétérinaires privés, qui sont désormais les premiers à fournir des conseils aux éleveurs, en matière de soins vétérinaires et de production. La composante appuie également le programme national de lutte contre les maladies animales majeures, qui vise à réduire la mortalité des animaux et la transmission d'infections aux êtres humains. La forte incidence de ces maladies interdit actuellement les exportations d'animaux, de viande et de produits laitiers, ce qui réduit les revenus des éleveurs et les pénalise donc directement. Le résultat de la composante 2 sera un cheptel en meilleure santé affichant des taux de mortalité moins élevés.

12. **Composante 3: initiatives liées au marché/aux filières.** Cette composante est censée remédier à la faible rentabilité qui caractérise actuellement l'élevage laitier. L'approche consiste à travailler à une échelle relativement limitée avec des groupements d'éleveurs membres des unions d'usagers des pâturages et à appuyer leur transformation en petites entreprises/groupements commerciaux de manutention et de transformation du lait à des fins commerciales. L'objectif est de tester, dans le cadre d'opérations commerciales, les façons de conduire au mieux de telles interventions en vue de les transposer à plus grande échelle dans le futur. La réussite des initiatives proposées repose sur l'établissement de partenariats i) entre les centres de collecte et de refroidissement du lait, et les usines de transformation qui participeront aux investissements dans ces centres et créeront un marché garanti pour le lait des producteurs; et ii) entre les groupements féminins de transformation du lait, les opérateurs du marché et divers points de distribution, tels que les écoles et les institutions, qui assureront une demande régulière pour les produits.
13. **Composante 4: gestion du programme.** Dans le cadre de cette composante, la gestion globale du programme sera assurée par l'Unité d'exécution des projets agricoles du Ministère de l'agriculture.

III. Exécution du programme

A. Approche

14. Le programme est conçu pour transposer à plus grande échelle le Projet relatif aux investissements et aux services dans le secteur agricole, cofinancé par le FIDA et la Banque mondiale, et il en adopte les approches performantes en matière de gestion des pâturages et de services vétérinaires. Il concentre les efforts sur deux éléments clés: les comités des pâturages et les unions d'usagers des pâturages, qui sont au cœur des interventions du programme, et – en relation avec eux – les vétérinaires privés des communautés, qui sont les acteurs essentiels de l'amélioration de la santé et de la productivité animales au niveau communautaire. Les comités des pâturages et les unions d'usagers des pâturages organiseront et conduiront le processus de planification participative qui sous-tendra l'élaboration détaillée des plans de gestion communautaire des pâturages. Ces plans seront utilisés pour améliorer et gérer les pâturages, et ils couvriront aussi la sélection et l'exécution de projets d'investissement qui seront financés par le programme dans chaque comité des pâturages/union d'usagers des pâturages. Les plans prévoient l'exécution, sous la houlette des vétérinaires communautaires, d'initiatives de santé animale et de lutte contre les maladies dans les comités des pâturages/unions d'usagers des pâturages et la création de groupements d'éleveurs, femmes et hommes, qui s'emploieront à mettre sur pied des centres de collecte/de refroidissement du lait ou des installations féminines de transformation du lait.

B. Cadre organisationnel

15. La responsabilité globale de l'exécution du programme incombera au Ministère de l'agriculture. Les deux institutions qui ont assuré avec succès l'exécution du Projet relatif aux investissements et aux services dans le secteur agricole et d'autres projets sont l'Unité d'exécution des projets agricoles et l'Agence de développement communautaire et d'investissement (ARIS), une importante organisation bien financée qui s'occupe plus particulièrement des initiatives à assise communautaire et dont le mandat est d'atténuer la pauvreté. Ces deux institutions se partageront la charge de l'exécution du programme. Chaque institution aura des tâches clairement définies et sera financièrement responsable de l'exécution de ses propres activités. L'Unité d'exécution des projets agricoles sera chargée de la supervision et de la coordination globales du programme. Des mémorandums d'accord seront conclus entre l'Unité d'exécution des projets agricoles et l'ARIS, et

entre l'Unité d'exécution des projets agricoles et les divers partenaires d'exécution dont elle sera responsable.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

16. L'Unité d'exécution des projets agricoles sera chargée de compiler un plan de travail et budget annuel (PTBA) axé sur les résultats. Le système de suivi-évaluation (S&E) et un système connexe d'information de gestion fourniront des données détaillées qui garantiront l'efficacité de la planification et de la gestion, et permettront de dégager des enseignements à partir de l'expérience des parties prenantes. Dans le souci de centrer les efforts sur la mesure des résultats pendant l'exécution plutôt que sur la documentation de l'impact à la clôture du programme, des enquêtes annuelles sur les effets seront réalisées. Des systèmes et des processus de gestion des savoirs seront mis en place dès le démarrage du programme et, en particulier, les équipes de l'Unité d'exécution des projets agricoles, chargées du S&E, des questions de parité hommes-femmes et de la gestion des savoirs, élaboreront une stratégie qui s'inspirera de la stratégie de gestion des savoirs de la Division Asie et Pacifique du FIDA. Cette stratégie reposera sur les trois piliers de la gestion des savoirs – les gens, les processus et les technologies –, et elle comprendra une évaluation des besoins des principales parties prenantes du programme. Une matrice résumant les besoins en matière de gestion des savoirs sera préparée en collaboration avec les équipes de l'Unité d'exécution des projets agricoles et de l'ARIS. Les systèmes d'apprentissage du programme s'appuieront notamment sur des réunions d'examen trimestrielles et annuelles qui permettront de dégager des enseignements et des informations sur les progrès accomplis et de trouver des solutions aux problèmes liés à l'exécution. Une fois par an, des ateliers d'examen et de planification permettront aux parties prenantes de se pencher sur les rapports annuels relatifs aux résultats du programme. Les conclusions de chaque atelier seront intégrées dans le PTBA de l'année suivante, et l'on bouclera ainsi le cycle de la planification et de l'exécution participatives en prise sur la demande.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

17. Les arrangements liés à la gestion financière du programme tiendront compte de l'expérience acquise en la matière par l'Unité d'exécution des projets agricoles et l'ARIS, dans le cadre du Projet relatif aux investissements et aux services dans le secteur agricole. La manière dont les deux institutions ont assuré la comptabilité, la vérification des comptes, la passation des marchés et les décaissements du programme est jugée satisfaisante et totalement respectueuse des règles et réglementations du FIDA et de la Banque mondiale. Dans les deux institutions, le personnel chargé de la gestion financière est suffisamment qualifié et expérimenté pour assurer ces fonctions.
18. L'Unité d'exécution des projets agricoles et l'ARIS seront responsables de la tenue des comptes du programme. Le Ministère des finances ouvrira et gèrera deux comptes spéciaux libellés en dollars des États-Unis, l'un pour l'Unité d'exécution des projets agricoles et l'autre pour l'ARIS, dans une banque commerciale agréée par le FIDA. Les directeurs de l'Unité d'exécution des projets agricoles et de l'ARIS seront autorisés à utiliser ces comptes. Ceux-ci recevront les fonds du prêt et du don du FIDA, qui seront versés à l'avance pour financer la part des dépenses du programme incombant au FIDA. Les fonds seront directement transférés du FIDA à l'Unité d'exécution des projets agricoles et à l'ARIS, et chacune des deux institutions sera responsable de la gestion et de l'utilisation de ces ressources, conformément aux plans de travail et budgets convenus. La mission d'examen à mi-parcours conjointe Banque mondiale/FIDA du Projet relatif aux investissements et aux services dans le secteur agricole a constaté que le personnel de l'Unité d'exécution des projets agricoles et de l'ARIS était suffisamment qualifié et rompu

aux règles internationales pour assurer la passation des marchés et que les procédures établies étaient en place pour que les achats de biens et services fassent l'objet d'appels d'offres.

19. Les vérifications des comptes du programme seront effectuées conformément aux arrangements habituels du FIDA en la matière. L'emprunteur/le bénéficiaire, par l'intermédiaire de l'Unité d'exécution des projets agricoles et de l'ARIS, nommera des commissaires aux comptes agréés par le FIDA, qui rempliront un mandat approuvé par le Fonds.

E. Supervision

20. Le programme sera supervisé directement par le FIDA. Dès le démarrage du programme, un plan de supervision couvrant les deux premières années jusqu'à l'examen à mi-parcours sera élaboré en consultation avec les partenaires d'exécution.

IV. Coût, financement et avantages du programme

A. Coût du programme

21. Le total des coûts du programme, y compris les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers, est estimé à 25,8 millions d'USD environ (1,2 milliard de soms kirghizes). Les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers représentent 3% du total des coûts, et la composante en devises est estimée à 3,0 millions d'USD, soit quelque 12% du total des coûts. Les taxes et droits s'élèvent à 0,2 million d'USD environ.

Tableau 1
Coûts du programme par composante

	<i>En milliers d'USD</i>	<i>% devises</i>	<i>% total des coûts</i>
A. Gestion communautaire des pâturages			
1. Gestion communautaire des pâturages et investissements	12 369	2	50
2. Renforcement institutionnel de la gestion des pâturages	623	24	2
Sous-total gestion communautaire des p turages	12 992	3	52
B. Services de santé et de production animales			
1. Renforcement des services vétérinaires et de santé animale communautaires	1 819	11	7
2. Programme national de lutte contre les maladies	6 626	26	27
3. Éducation et renforcement des capacités en matière de santé animale	907	37	4
Sous-total services de santé et de production animales	9 352	24	37
C. Initiatives liées au marché/aux filières	1 270	1	5
D. Gestion du programme			
Gestion du programme	1 226	10	5
Suivi-évaluation	141	3	1
Sous-total gestion du programme	1 367	10	5
Total des coûts de base	24 981	11	100
Provisions pour aléas d'exécution	177	84	1
Provisions pour aléas financiers	636	25	3
Total des coûts du programme	25 793	12	103

B. Financement du programme

22. Le FIDA fournira un prêt, d'un montant de 10,0 millions d'USD, et un don du même montant (chacun représentant 38,8% du total des coûts du programme). La

contribution du gouvernement, qui est estimée à 0,5 million d'USD (2% du total des coûts), englobe les contributions puisées dans son budget pour couvrir une partie des coûts des vaccins et des taxes. Les bénéficiaires fourniront quelque 5,2 millions d'USD (20%) sous la forme de cofinancement des plans de gestion communautaire des pâturages et de dons. La Chambre des vétérinaires financera 1% environ du total des coûts.

Tableau 2
Plan de financement par composante
(en milliers de dollars des États-Unis)

Composante	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Espèces gov.		Contribution des bénéf.		Taxes gov.		Chambre des vét.		Total	
	Mont.	%	Mont.	%	Mont.	%	Mont.	%	Mont.	%	Mont.	%	Mont.	%
A. Gestion communautaire des pâturages														
1. Gestion communautaire des pâturages et investissements	6 174	50	4 173	34	-	-	2 031	16	24	0.2	-	-	12 402	48
2. Renforcement institutionnel de la gestion des p turages	115	18	528	80	-	-	-	-	16	2	-	-	659	3
Sous-total gestion communautaire des p turages	6 289	48	4 701	36	-	-	2 031	16	39	0.3	-	-	13 060	51
B. Services de santé et de production animales														
1. Renforcement des services vétérinaires et de santé animale communautaires	19	1	1 344	73	-	-	375	20	13	1	88	5	1 840	7
2. Programme national de lutte contre les maladies	1 723	24	2 724	38	298	4	2 390	33	94	1	-	-	7 230	28
3. Éducation et renforcement des capacités en matière de santé animale	224	24	668	71	-	-	-	-	44	5	-	-	935	4
Sous-total services de santé et de production animales	1 966	20	4 736	47	298	3	2 765	28	152	2	88	1	10 004	39
C. Initiatives liées au marché/aux filières	660	52	218	17	-	-	390	31	2	0.1	-	-	1 270	5
D. Gestion du programme														
Gestion du programme	1 073	82	207	16	-	-	-	-	28	2	-	-	1 308	5
Suivi-évaluation	12	8	138	91	-	-	-	-	1	1	-	-	150	1
Sous-total gestion du programme	1 085	74	345	24	-	-	-	-	29	2.0	-	-	1 459	5.7
Total des coûts du programme	10 000	39	10 000	39	298	1	5 187	20	222	0.9	88	0	25 793	100
Part de financement du total des coûts (%)	39		39		1		20		1		0		100	

C. Résumé des avantages et analyse économique

23. Les principaux avantages du programme profiteront aux ménages vivant dans les 125 zones des comités des pâturages de deux régions – Issyk-Kul et Naryn. Quelque 110 000 ménages bénéficieront directement et indirectement du programme. Les activités de gestion des pâturages et de lutte contre les maladies toucheront une proportion élevée de la population cible, la plus grande partie des investissements allant directement aux bénéficiaires sous la forme de dons de contrepartie, de formations et d'assistance technique. Les avantages découleront

des améliorations suivantes: i) accroissement du rendement des pâturages; ii) accroissement du rendement des cultures fourragères et extension des surfaces cultivées en fourrage; iii) renforcement des capacités de gestion des petits exploitants agricoles en matière d'élevage; iv) réduction de la mortalité du cheptel et amélioration des résultats de l'élevage; et v) possibilité d'améliorer les races et de sélectionner les meilleures. Un millier de ménages supplémentaires bénéficieront aussi de leur participation à des groupements commerciaux intégrés dans la filière du lait. Plus de 90% des coûts du programme iront directement aux bénéficiaires, avec 46% du montant total des investissements du programme qui seront fournis directement aux bénéficiaires sous la forme de dons de contrepartie.

24. L'analyse économique indique que le programme est robuste au plan économique. Selon les résultats, le taux de rentabilité économique est égal à 28% et la valeur actuelle nette à 37 millions d'USD sur 20 ans, les avantages obtenus reposant sur des réalisations quantifiables, directement liées aux activités exécutées dans le cadre des composantes.

D. Durabilité

25. Le programme vise tout particulièrement à renforcer la capacité des comités des pâturages/unions d'usagers des pâturages à gérer, mieux et durablement, les pacages dont ils sont responsables, comme le montre l'ensemble des activités financées. Ces activités sont, par exemple, le bornage des prairies et un système de "tickets" qui promeut l'accès durable aux pâturages et aux parcours, ou la création de fonds de lancement communautaires autosuffisants et l'appui aux vétérinaires communautaires pour qu'ils puissent travailler dans des conditions viables au plan financier. Les unions d'usagers des pâturages pourront mener à bien leurs plans de gestion communautaire après la clôture du programme, grâce au développement de la collecte de cotisations. De même, les interventions relevant de la troisième composante seront durables aussi longtemps qu'elles seront rentables, dans la mesure où elles ont une vocation commerciale et sont en prise sur la demande des usines de transformation du lait et d'autres acteurs du marché. Au plan institutionnel, les deux organismes chefs de file – l'Unité d'exécution des projets agricoles et l'ARIS – sont durables puisque la première fait partie du Ministère de l'agriculture et que la seconde est une institution solide et financièrement indépendante.

E. Identification et atténuation des risques

26. La plupart des risques ont été pris en compte dans la conception du programme. Deux grands risques pourraient, toutefois, gravement compromettre l'exécution du programme: i) l'accaparement par les élites d'une part disproportionnée des gains découlant de l'augmentation de la production. Pour éviter ce problème, le Projet relatif aux investissements et aux services dans le secteur agricole recourt déjà à un processus de planification participative consistant à travailler avec des groupes de discussion spécifiquement destinés aux ménages vulnérables, aux femmes et aux ménages dirigés par une femme. L'adoption de cette approche ouverte contribuera à réduire le risque; et ii) la dynamique du marché. La faiblesse des liens avec le marché et la tendance des marchés/transformateurs du lait à exploiter les producteurs freinent le développement des entreprises collectives viables de collecte du lait. Pour atténuer ce risque, les usines de transformation du lait ont accepté de participer financièrement à la création des centres de collecte et de refroidissement du lait, qui est proposée.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

27. La conception du programme est totalement cohérente avec les politiques et stratégies du FIDA, en particulier son Cadre stratégique 2011-2015, sa Politique de

gestion des ressources naturelles et de l'environnement, sa stratégie pour le secteur privé et sa Stratégie concernant le changement climatique. Conformément aux directives du FIDA pour l'évaluation environnementale, le programme a été classé en catégorie B, dans la mesure où il ne devrait avoir que très peu d'incidences négatives sur l'environnement, voire aucune. Les stratégies du programme en matière de ciblage et de prise en compte des questions de parité hommes-femmes reflètent la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et sa Politique en matière de ciblage, et sont parfaitement cohérentes avec elles.

B. Alignement et harmonisation

28. Le programme s'inscrit dans la stratégie de développement de pays de la République kirghize, notamment parce qu'il concentre ses efforts sur l'amélioration de la productivité et des revenus agricoles. En outre, toutes les activités du programme liées à la santé animale appuient la mise en œuvre des stratégies nationales de lutte contre les maladies animales. Le programme a été conçu en étroite concertation avec les partenaires du développement bilatéraux et multilatéraux qui interviennent dans le secteur de l'élevage, et des dispositions ont été prises pour que les consultations se poursuivent pendant l'exécution du programme.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

29. Le programme est conçu pour reproduire à plus grande échelle les interventions pilotes de gestion communautaire des pâturages et de santé et de nutrition animales, qui ont donné de bons résultats dans le cadre du Projet relatif aux investissements et aux services dans le secteur agricole, cofinancé par le FIDA et la Banque mondiale. Le programme, qui promouvra la mise en œuvre de l'approche novatrice de gestion des pâturages introduite par la loi sur les pâturages promulguée en 2009, concourra à l'établissement de services vétérinaires communautaires privés, fondés sur un modèle commercial de rétribution des services.

D. Participation à l'élaboration des politiques

30. Le programme devrait produire des données fondées sur les faits qui pourraient éclairer la concertation relative à la mise en œuvre de la nouvelle loi sur les pâturages. L'expérience tirée du travail de terrain conduit avec les comités des pâturages/unions d'usagers des pâturages fournira des informations utiles à l'élaboration, actuellement en cours, des processus administratifs et réglementaires associés à la mise en œuvre de la loi. De même, l'expérience acquise avec la mise en place de services vétérinaires communautaires privés devrait influencer la révision imminente de la loi relative au secteur vétérinaire.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

31. Un accord de financement entre la République kirghize et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
32. La République kirghize est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
33. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

VII. Recommandation

34. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République kirghize un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalent à 6 millions cinq cent mille droits de tirage spéciaux (6 500 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République kirghize un don d'un montant équivalent à 6 millions cinq cent mille droits de tirage spéciaux (6 500 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement:

"Livestock and Market Development Programme (LMDP)"

(Negotiations concluded on 29 November 2012)

Loan Number: _____

Grant Number: _____

Programme Title: Livestock and Market Development Programme (the "Programme")

The Kyrgyz Republic (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

WHEREAS

The Borrower/Recipient has requested a loan and a grant from the Fund for the purpose of financing the Programme described in Schedule 1 to this Agreement,

NOW THEREFORE the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a loan (the "Loan") and a grant (the "Grant") to the Borrower/Recipient (collectively the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1.
 - A. The amount of the Loan is six million and five hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 6 500 000).
 - B. The amount of the Grant is six million and five hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 6 500 000).
2. The Loan is granted on highly concessional terms.

3. The Loan Service Payment Currency shall be USD.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
5. Principal and service charge shall be payable on 15 May and 15 November.
6. The Borrower/Recipient shall cause the beneficiaries of the Programme to make available to the Programme counterpart funds in the amount of approximately five million two hundred thousand US dollars (USD 5 200 000).
7. The Borrower/Recipient shall bear all taxes that may be due in connection with the Programme and shall provide counterpart funds for the Programme in the amount of approximately five hundred and twenty thousand US dollars (USD 520 000) of which three hundred thousand US dollars (USD 300 000) to cover part of the cost of the purchase of vaccines as provided in Schedule 1 to this Agreement.

Section C

1. The Lead Programme Agency shall be the Ministry of Agriculture and Melioration (the "MOAM") of the Borrower/Recipient, acting through the Agricultural Projects Implementation Unit (the "APIU").
2. The following are designated as additional Programme Parties:
 - (a) Community Development and Investment Agency (the "ARIS");
 - (b) Centre for Certification of Veterinary Drugs under the MOAM;
 - (c) Veterinary Chamber;
 - (d) Pasture Department (the "PD");
 - (e) State Veterinary Surveillance Department (the "SVD");
 - (f) Kyrgyz Livestock and Pasture Research Institute (the "KLPRI");
 - (g) National Federation of Community Seed Funds (the "NFCSF");
 - (h) Kyrgyz National Agrarian University (the "KNAU");
 - (i) Kyrgyz Scientific Research Veterinary Institute (the "KSRI");
 - (j) Ministry of Health (the "MOH");
 - (k) Republican Centre of Veterinary Diagnostics (the "RCVD"); and
 - (l) Association of Village Health Committees (the "AVHC").
3. The Programme Completion Date shall be the fifth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Financing shall be administered and the Programme supervised by the Fund.

Section E

1. In accordance with Section 4.02(b) of the General Conditions, the following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) The draft Programme Implementation Manual (the "PIM") referred to in paragraph 12 of Schedule 1 to this Agreement shall have been submitted to and approved by the Fund.
- (b) The Programme Coordination and Reference Group (the "PCRG") referred to in paragraph 8 of Schedule 1 to this Agreement shall have been duly established.
- (c) The APIU and the ARIS Programme management teams referred to in paragraph 7 of Schedule 1 to this Agreement shall have been fully staffed to the satisfaction of the Fund.

2. The following are designated as additional conditions for suspension:

The PIM, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme.

3. This Agreement is subject to ratification by the Borrower/Recipient.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Ministry of Finance
58 Erkindik Ave
Bishkek City, the Kyrgyz Republic, 720040

Facsimile Number: +996 664560

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower/Recipient.

KYRGYZ REPUBLIC

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Schedule 1

Programme Description and Implementation Arrangements

I. Programme Description

1. *Target Population.* The Programme aims to benefit vulnerable households primarily among small livestock producers; women headed households that are becoming increasingly prevalent due to the rise in migration of men in search of work; other livestock producer households members of the Pasture Users Unions (the "PUU"); Private Vet Specialists (the "PV") veterinarians in the Programme Area including two oblasts, Issyk-Kul and Naryn.
2. *Goal.* The goal of the Programme is to contribute to the reduction in poverty and enhanced economic growth in pasture communities in the Programme Area.
3. *Objectives.* The Programme's objective is to generate livestock productivity increases in the Programme Area, reflected in (i) more productive and accessible pasture areas and increased supplementary feed available to community livestock; (ii) healthier livestock with lower levels of mortality; and (iii) market partnerships in the milk value chain providing incentives for productivity increases.
4. *Components.* The Programme shall consist of the following four (4) components:

Component 1: Community-Based Pasture Management

The component shall support approximately one hundred and twenty five (125) PUUs of the Programme Area in establishing and upgrading community Pasture Management Plans (the "PMP"), and utilizing focus groups to ensure that the different target groups are fully involved in the planning, prioritization and decision making process. The outcome from the component would be more productive and accessible pasture areas and increased supplementary feed available to community livestock.

Component 1 is divided into two sub-components:

Sub-component 1.1: Community Pasture Management and Investments

This sub-component shall improve the productivity and use of and access to the pastures within the selected PUU areas, through providing financing to support the following activities: (i) legal and regulatory reform; (ii) boundary demarcation; (iii) upgrading PMPs; (iv) Community/PMP Investment Projects; and (v) the Community Fodder Seed Programme.

Sub-component 1.2: Pasture Institutional Strengthening

This sub-component shall build and strengthen the capacity of national level institutions to help develop a cadre of technically qualified specialists in pasture management and improvement. Therefore, support shall be provided to (i) the Pasture Department; (ii) Kyrgyz Agrarian University; and (iii) Livestock and Pasture Research Institute for research, training and other related activities.

Component 2: Livestock Health and Production Services

The main objective of this component is to increase access to livestock and veterinary services for smallholder producers resulting in decreased mortality and increased productivity of sheep/goat flocks and cattle herds due to the reduced incidence and prevalence of diseases. The component shall have three sub-components:

Sub-component 2.1: Strengthening Veterinary and Community Animal Health Services

The sub-component shall contribute to developing a technically competent and financially sustainable private veterinary service by supporting the development of a cadre of the PVs together with establishing and training Animal Health Sub-Committees (the "AHSC") to provide the Pasture Communities (the "PC") with a knowledgeable means to help guide the planning of animal health activities within the PC area that come within the PMPs. The AHSCs shall then be responsible for coordinating the provision of herd health and production services, working together with the private veterinarians to ensure that the flocks and herds remain healthy and show steady gains in production yields over the life of the Programme. The PMPs would include guidelines for health and production practices deemed appropriate for and agreed by the members. This would include routine health procedures, compulsory vaccinations and a clear understanding amongst members regarding expectations for individual farm feed budgeting, preparation of winter feed and integration with the management of optimal pasture access and rotational grazing. The AHSCs shall also manage community level Animal Disease Control and Compensation Funds as the basis for preventive programmes, vaccination and eventually compensation once legally feasible. The activities planned under this sub-component include: (i) Community Based Animal Health Worker Survey; (ii) Establishing and Training AHSCs; and (iii) private veterinarian capacity building.

Sub-component 2.2: National Disease Control Programme

The Borrower/Recipient commits to a long term programme of disease control that shall be initiated with the support under this sub-component. This programme consists of three particular categories of activities: (i) revision of the related legal framework; (ii) improvement of veterinary medications and drugs control in accordance with internationally recognized standards; and (iii) implementation of national disease control strategies including baseline surveys, the National Animal Disease Information System, and the Vaccination and Control Programmes.

Sub-component 2.3: Animal Health Education and Capacity Building

This sub-component shall provide support to: (i) Need Assessment and Programme Development; (ii) veterinary education and training; (iii) Student Incentive Programmes; (iv) professional development and training in the veterinary faculty of the KNAU; and (v) Strengthening the KSRI.

Component 3: Market/Value Chain Initiatives

The objective of the Component 3 is to enable livestock producers in the Programme Area to expand their milk production to meet the market demand and thereby achieve improved returns from their dairy animals. Investment under this component shall be split between two sub-components: (i) Programme Development and Implementation; and (ii) Milk Value Chain Investments.

Sub-component 3.1: Programme Development and Implementation

The sub-component shall support the ARIS to implement Component 3, by providing financing for (i) the recruitment and employment of an international business/marketing specialist who shall work closely with the ARIS to develop inter alia the terms of reference, tender documents and draft contract for a specialized business service provider that shall be responsible for implementing the component activities under the supervision of the ARIS; and (ii) contracting of the aforementioned specialized business service provider of qualified experience in business/market development and knowledge and skills in the livestock and preferably the milk sector.

Sub-component 3.2: Milk Value Chain Investments

Sub-component 3.2 shall provide funds in the form of matching grants to the milk collection and cooling centres and the women's small scale processing units, which shall be established in accordance with the criteria specified in the PIM.

Component 4: Programme Management

This component shall provide financing for the overall management of the Programme by the APIU under the MOAM, including the operation of the APIU Programme management office in Bishkek. Management costs that are incurred by the ARIS in the course of performance of its responsibilities in accordance with this Agreement shall be financed with resources under Sub-component 1.1.

II. Implementation Arrangements

5. The Lead Programme Agency. The Lead Programme Agency shall be the MOAM of the Borrower/Recipient, acting through the APIU.

The Lead Programme Agency shall take the overall responsibility for Programme implementation, coordination, oversight and reporting to IFAD and the Government of the Borrower/Recipient, including liaising closely with the ARIS which shall be accountable to the APIU.

5.1. The APIU shall be responsible for all national level Programme activities including the technical and related inputs of the national level institutions to ensure that they are deployed effectively and support the implementation of the range of national level activities and complement and provide the necessary inputs into the Programme's community level activities that will be the responsibility of the ARIS. The APIU and the ARIS shall establish and maintain close interaction and coordination in implementing the Programme.

5.2. Except otherwise provided in this Agreement, the following Programme activities shall be implemented by the APIU with due diligence in accordance with this Agreement: (i) activities (i), (ii) and (v) of Sub-component 1.1; (ii) Sub-component 1.2; (iii) Sub-component 2.1; (iv) Sub-component 2.2; (v) Sub-component 2.3.

5.3. When implementing these activities, the APIU shall be responsible for inter alia: (i) financial management including comprising procurement, disbursement, accounting, auditing and financial reporting; (ii) overseeing and managing the performance of other Programme Parties as specified in Section C of this Agreement; (iii) shortlisting, evaluating, contracting and managing performance of service providers; (iv) overall Programme monitoring and evaluation (M&E), including baseline and impact surveys, and knowledge management; (v) reporting

for all Programme activities including assimilating the reports from the ARIS and from the other Programme Parties; (vi) maintaining a results-based system of assessing the performance of Programme Parties; (vii) all Programme-level documentation and reporting; (viii) technical, financial and management backstopping, and technical assistance in support of other Programme Parties; (ix) poverty targeting, gender mainstreaming and the pursuit of other social goals and indicators of Programme effectiveness and impact.

6. The ARIS. The ARIS shall be the legal entity to implement the Programme components and sub-components as provided below.

6.1. The ARIS shall be responsible for the following: (i) all Programme implementation at the community level; (ii) coordinating and ensuring effective performance of the Programme Parties in the implementation of the community focused activities; (iii) monitoring and evaluation of Programme activities it shall implement, including monitoring of the related performance indicators, assembly and dissemination of information for knowledge management, and related reporting to the APIU to ensure that the APIU be fully informed; and (iv) financial management of all the activities for which the ARIS is responsible, including procurement, disbursement, accounting, auditing and financial reporting.

6.2. The following Programme activities shall be implemented by the ARIS with due diligence in accordance with this Agreement: (i) activity (iii) under Sub-component 1.1; (ii) the management of PC grants for the financing of investment projects identified in the PMPs under activity (iv) of Sub-component 1.1; (iii) PUU legal training under activity (i) of Sub-component 1.1; (iv) activities under Sub-component 2.1 that deal with management of grants and strengthening the capacity of PVs; and (v) Component 3.

7. Programme Management Teams and other Key Programme Personnel. The selection of members of the Programme management teams of the APIU and ARIS and other key Programme personnel shall be based on a competitive, open and transparent procedure and subject to the Fund's no-objection within thirty (30) days of receipt of the proposed selection. All key Programme personnel shall have qualifications and experience as shall be deemed necessary for Programme implementation.

8. The Programme Coordination and Reference Group (the "PCRG"). As a programme-specific oversight body, the PCRG shall be formed to provide guidance for Programme management. It shall include representation from inter alia each of the Programme Parties, representation from the Committee on Agrarian Policy of the National Parliament of the Borrower/Recipient, representation from each of the two oblast administrations, and representation from the PC level and stakeholders from the private sector. The PCRG shall have a composition balance between the Government of the Borrower/Recipient and civil society members. It shall meet quarterly and play an advisory role. It shall review progress of the Programme against targets and its success in meeting the performance indicators as specified in the PIM and Annual Work Plans and Budgets (the "AWPBs").

9. Other Programme Parties. The responsibilities of all other Programme Parties shall be provided in the PIM.

10. Annual Work Plans and Budgets (the "AWPBs"). Each Programme Party shall prepare and submit an AWPB for each Programme Year to the APIU, which shall then prepare and submit a consolidated draft AWPB to the Fund for comments no later than sixty (60) days before the beginning of the relevant Programme Year. If the Fund does not comment on the draft Programme AWPB within thirty (30) days of receipt, the AWPB shall

be deemed acceptable to the Fund. The AWPBs shall include inter alia a Procurement Plan, a detailed description of planned Programme activities during the coming Programme Year and the sources and uses of the proceeds of the IFAD Financing.

11. Procurement. Procurement for the purpose of this Agreement shall be carried out in accordance with the IFAD Procurement Guidelines of 2010 as amended from time to time. No vaccines shall be procured without being certified by a Reference Laboratory of the World Organisation for Animal Health (the "OIE"). Specifications for vaccines procured for animal diseases shall be based on international standards developed or recommended by the OIE.

12. The Programme Implementation Manual (the "PIM"). The APIU and the ARIS shall prepare a draft PIM including inter alia:

- (a) Terms of reference and implementation responsibilities, for the purpose of this Agreement, of Programme staff, consultants, service providers and other Programme Parties created and/or involved in the implementation of the Programme;
- (b) Eligibility criteria and selection procedures with respect to target beneficiaries and activities to be financed under all sub-components; and
- (c) Detailed procedures for Programme implementation and flow of funds.

13. The APIU shall submit the draft PIM to the Fund for approval, as soon as practicable, but in no event later than thirty (30) days after the entry into force of this Agreement. If the Fund does not comment on the draft PIM within thirty (30) days of receipt, it shall be deemed approved. The APIU shall adopt the PIM, substantially in the form approved by the Fund, and shall promptly provide copies thereof to the Fund.

Schedule 2

Allocation Table

Allocation of Loan and Grant Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant and the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	IFAD Loan amount allocated (expressed in SDR 000s)	IFAD Grant amount allocated (expressed in SDR 000s)	Percentage of Eligible Expenditures to be Financed net of taxes and beneficiaries' contributions
I. Veterinary Equipment and Goods	930	-	100% except for vaccines: 75% in Programme Year 4 and 50% in Programme Year 5
II. Equipment, Goods and Vehicles	270	-	100%
III. Training and Workshops	-	660	100%
III. Technical Assistance, Studies and Support to PVs in brucellosis and echinococcosis control	-	4 150	100% except for: Support to PVs in brucellosis control: 50% in Programme Year 2, 0% in Programme Years 3-5; Support to PVs in echinococcosis control: 0% in Programme Years 4-5; for Veterinary Chamber costs: 75% in Programme Year 3, 50% in Programme Year 4 and 0% in Programme Year 5; and Veterinary Chamber: 0% in Programme Years 1-2, 25% in Programme Year 3, 50% in Programme Year 4 and 100% in Programme Year 5
IV. Pasture/Livestock Improvement Grants	3 560	-	100%
V. Value Chain Grants	390	-	100%
VI. Grants to AHSCs, PVs and Community Seed Funds (CSF), and scholarships	-	1 040	100% except for grants to PVs: 50% from IFAD
VII. Operating Expenses for Programme Management	700	-	100%
Unallocated	650	650	
Total Costs	6 500	6 500	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

Category I. "Veterinary Equipment and Goods" mainly includes costs of vaccines.

Category IV. "Technical Assistance, Studies and Support to PVs in brucellosis and echinococcosis control" includes inter alia costs of ARIS related to community support, support to PVs and the Veterinary Chamber, and National and International Technical Assistance.

Category VII includes grants to the AHSCs, PVs and Community Seed Funds (CSF), and scholarships.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators	Means for Verification	Risks (R) & Assumptions (A)
Goal. Contribute to the reduction in poverty and enhanced economic growth in pasture communities.	1. 27 500 households with additional improvement in household assets ownership index. 2. 10% reduction in the prevalence of child malnutrition.	Quantitative baseline, mid-term review, programme completion survey. Health statistics. Studies to complement indicator based data.	
Development Objective. Livestock productivity increases in Issyk-Kul and Naryn Oblasts reflected in improved and equitable returns to livestock farmers.	1. The value of livestock and livestock products sold by participating households has increased by an average of 15%, compared with the pre-programme level of sales (baseline survey). 2. 15% of poor households have improved nutrition and food security from increased consumption of meat and dairy products.	Baseline, mid-term, completion surveys. Financial records of programme enterprise groups. Qualitative studies	(R) Elite capture of a disproportionate amount of the gains from increased production and local level conversion of animal, milk and meat surpluses sold on the market and to processors.
Component 1. Community Based Pasture Management			
Outcome 1. More productive and accessible pasture areas and increased supplementary feed available to community livestock.	1. 25% increase in average milk yields and 15% increase in average weight of cattle, sheep and goats sold in local markets. 2. 240 mt incremental of high quality/cleaned barley and 48,000 mt fodder are available in programme communities by the end of the programme period.	Programme M&E records. Rayon statistics on livestock sales. Reports from National Federation of Community Seed Funds.	(R) Livestock producers do not respect the 'carrying capacity' of the assigned pastures resulting in a degradation of the natural grass cover hence productivity declines.
Output 1.1 Combined pasture and animal health plans incorporating needs and priorities of poor and women.			(A) PCs are implementing Community Pasture Management Plans in a timely and efficient manner. (R) Livestock producers do not pay pasture fees in full reducing capacity of PCs to operate effectively.
Output 1.2 Investments prioritized in Community Pasture Management Plans completed, functioning and sustainable.			(R) poor maintenance of CPMP investments results in reduced benefits to the livestock farmers.
Output 1.3 Demarcated boundaries and pasture inventories facilitating more effective use of pastures.			(A) The digitalisation process or demarcated boundaries is timely completed. (R) Assignment of pasture to livestock producers generates conflicts which negatively impacts on their productive use.

Results Hierarchy	Indicators	Means for Verification	Risks (R) & Assumptions (A)
Component 2 Animal Health and Production Services			
Outcome 2. Healthier livestock with lower levels of mortality.	1. livestock mortality rates nationally reduced by 2%. 2. 80% of livestock farmer households in Issyk-Kul and Naryn have reductions in their animal mortality.	SVD reports. Programme M&E record.	(A) Effective cooperation between CVs and livestock farmers/animal health committees can be ensured.
Output 2.1 Community vets providing animal health and production services on a financially sustainable basis.			(A) Sufficient number of vets will find the programme veterinary package attractive and financially viable. (R) Livestock farmers' ability/willingness to pay for vet services insufficient to ensure vets are financially sustainable.
Output 2.2 Animal health committees providing support to Pasture Committees on animal health concerns.			(A) Livestock farmers will see the benefits in a collective approach to animal health.
Output 2.3 Reduction in the level of brucellosis and echinococcosis nationally.			(A) Full coverage by vaccination/livestock disease control programmes will be achieved. (R) Insufficient budget available for gradual phasing in of government funding.
Output 2.4 Educational support for animal health services operating more efficiently.			(A) Students will find veterinary practice an attractive career opportunity.
Component 3. Market/Value Chain Initiatives			
Outcome 3. Market partnerships in the milk value chain providing incentives for productivity increases.	1. 40 partnerships between livestock farmer groups and processors/market intermediaries.	Programme M&E records.	(R) Weak market linkages and exploitative markets/milk processors constrain expansion of production to meet market demand. (A) processor/milk collection/cooling centre partnerships are beneficial to both parties.
Output 3.1 Higher quality and volumes of milk being produced for assured markets			(R) Contractual obligations are not fully observed and relationship breaks down. (R) Continued closure of export markets constrains demand for milk.
Output 3.2 Women's group sustainably processing milk products for market			(R) insufficient quantities of milk available from dairy producers to enable the processing units to operate at a viable level.

* Indicators, where relevant, will be disaggregated by gender.